

2017

RAPPORT D'ACTIVITÉ

SOMMAIRE



- 4 Avant-propos
- 6 L'ANTAI en bref
- 8 Chiffres clés
- 9 Faits marquants de l'année 2017

01



AGIR

... pour le renforcement de la sécurité routière

- 11 Optimiser l'efficacité du contrôle automatisé
- 15 Accompagner l'évolution des besoins des forces de l'ordre avec le PVe
- 19 Transformer la relation entre l'ANTAI et ses usagers

02



ÉCHANGER

... en nouant des partenariats

- 23 Ancrer l'ANTAI au niveau local
- 26 Poursuivre le développement de l'action internationale
- 30 Approfondir les relations avec les entreprises

03



RENFORCER

... l'efficacité de l'Agence

- 33 Poursuivre la modernisation des infrastructures
- 36 Accroître l'expertise en encourageant la diversification des compétences
- 40 Garantir l'efficacité de la gestion financière

AVANT PROPOS



Quel bilan tirer de l'année écoulée ?

L'année 2017 a été marquée par la préparation de plusieurs réformes.

Dans le cadre de la décentralisation du stationnement payant, l'ANTAI a développé un nouveau service pour le compte des collectivités qui peuvent désormais confier à l'Agence l'émission des forfaits de post-stationnement (FPS). Un environnement informatique répondant aux attentes de l'ensemble des acteurs de la réforme (collectivités, juridiction, Direction générale des finances publiques) a été spécialement déployé à leur attention. Nous les avons également accompagnés tout au long de l'année dans la mise en place de ce nouveau système informatique à travers des actions de communication et une information ciblée - sur notre site Internet et via notre centre de contact.

L'Agence a également été mobilisée par le lancement des projets liés à la loi « Justice XXI^e siècle ». Cela concerne notamment la mise en place de l'infraction pour non désignation des conducteurs de véhicules appartenant à des personnes morales. Pour simplifier les formalités des professionnels, l'ANTAI a développé plusieurs solutions permettant de désigner en ligne les auteurs d'infractions. À la fin de l'année 2017, dans près de 85 % des cas, la personne morale désignait le conducteur, le plus souvent en utilisant les outils en ligne sur www.antai.gouv.fr.

Ces réformes ont mis à contribution les équipes de l'ANTAI dans un contexte de croissance d'activité et d'amélioration de nos indicateurs de performance. Elles témoignent de l'expertise acquise en matière de gestion de nouveaux projets.



© DCOM Ministère de l'Intérieur

En quoi l'ANTAI participe-t-elle à la transformation de l'action publique ?

Le rôle de l'ANTAI est de développer des systèmes d'information et des outils numériques au service des usagers et des administrations.

La transformation de la relation usagers s'est donc imposée comme un élément central. Le site Internet a été intégralement refondu en juillet dernier, en prenant soin d'en garantir l'accessibilité et la simplicité. Désormais, plus de la moitié des démarches (paiement, désignation, contestation) sont réalisées en ligne et le site a enregistré plus de 7 millions de connexions. Le lancement des premiers avis de contravention électroniques au deuxième semestre 2017 marque une nouvelle étape de la transformation des échanges avec les usagers.

Parallèlement, l'ANTAI poursuit son action en faveur du déploiement des outils numériques dans les polices municipales d'une part et auprès des agents des forces de l'ordre d'autre part. Ainsi, le procès-verbal électronique (PVe) est désormais présent dans plus de 3 800 municipalités et l'Agence a participé au projet NÉO (Nouvel équipement opérationnel) qui vise à déployer 115 000 tablettes et smartphones dans la police et la gendarmerie d'ici 2019.

Le développement de ces nouveaux outils, c'est du temps gagné, une fiabilité renforcée et une administration plus efficace.

Quelles sont les priorités pour l'année 2018 ?

Contribuer à la réduction de l'accidentalité routière demeure la première priorité de l'Agence. La réduction du nombre d'infractions commises par des véhicules de personnes morales après la mise en œuvre de l'infraction de non désignation illustre bien l'efficacité que peut avoir le contrôle automatisé.

A ce titre, l'Agence accompagnera dans les années qui viennent le développement des outils de contrôle.

La mise en œuvre de la forfaitisation des délits constitue également un enjeu important pour contribuer à assurer une réponse pénale efficace. L'ANTAI traitera dans le courant 2018 trois délits routiers forfaitisés : la conduite sans permis, la conduite sans le permis correspondant à la catégorie de véhicule et la conduite d'un véhicule sans assurance.

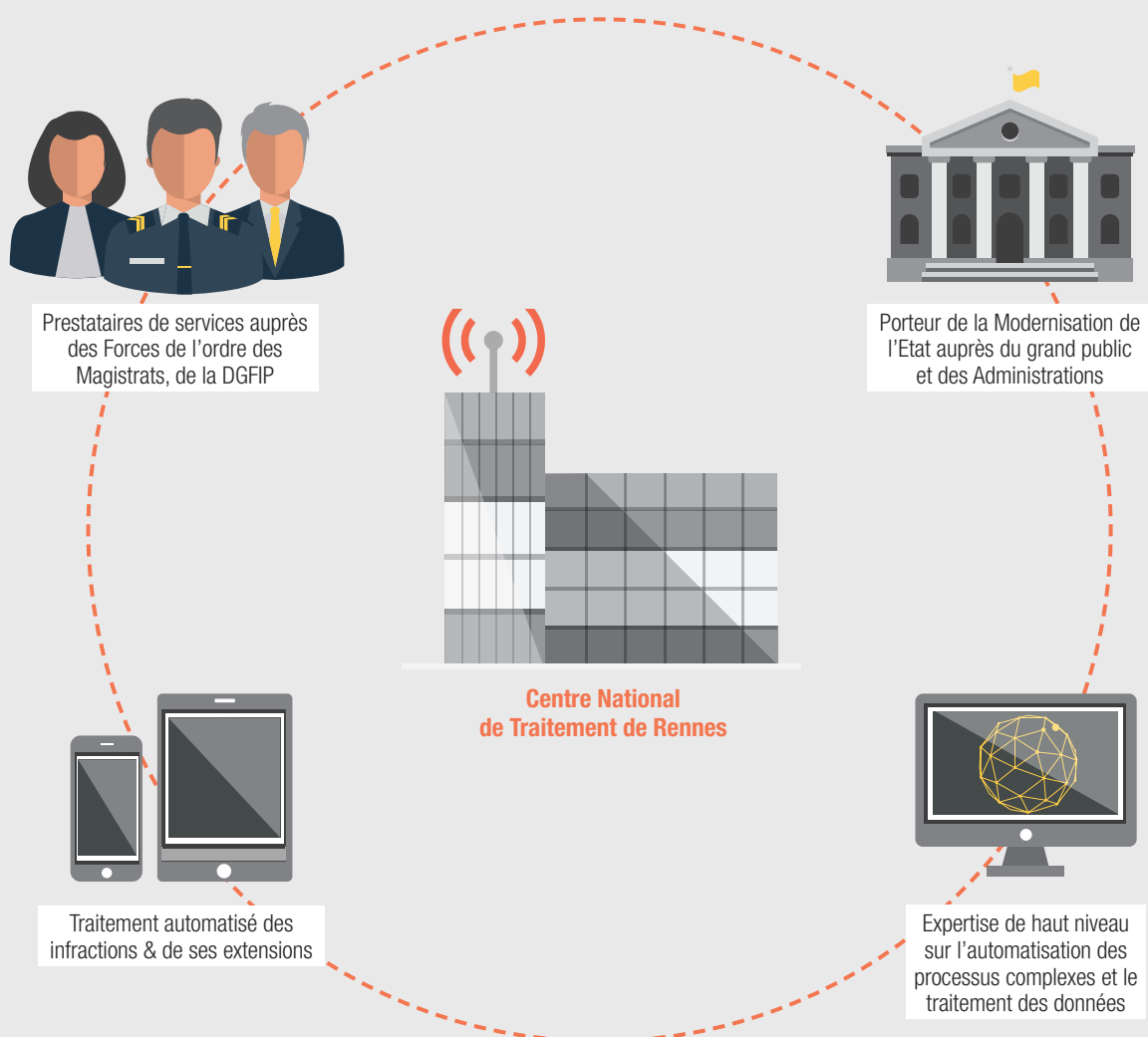
L'Agence va également poursuivre la modernisation constante de sa chaîne de traitement et de son système informatique qui constitue une plateforme de services pouvant répondre à de nouveaux besoins en matière de traitement automatisé. Dans le cadre du futur programme CNT 5, le renouvellement des marchés aura pour objectif d'améliorer encore la qualité de la réponse aux attentes des partenaires de l'ANTAI et de ses usagers.

EN BREF

Créée en 2011, l'Agence nationale du traitement automatisé des infractions (ANTAI) est un opérateur sous la tutelle du ministère de l'Intérieur principalement en charge du traitement automatisé des infractions relevées par radar ou via une application de verbalisation électronique.

Elle joue un rôle essentiel dans la politique de lutte contre l'insécurité routière et contribue à la transformation numérique de l'Etat.

En 2017, le périmètre d'action de l'Agence a été élargi : acteur central de la réforme du stationnement payant et partenaire des collectivités territoriales, l'ANTAI a également été désignée pour mener le projet de forfaitisation des délits.



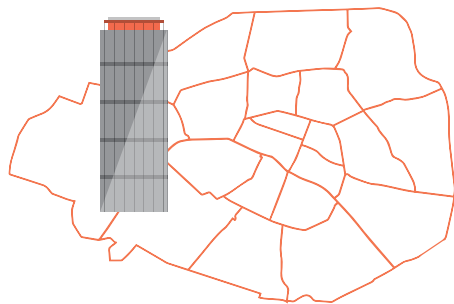
Axes stratégiques

Agir pour la sécurité routière, en assurant un pilotage de l'ensemble de la chaîne contraventionnelle.

Participer à la transformation de l'action publique par la simplification des démarches administratives, la dématérialisation de la gestion des amendes et la fiabilisation des procédures administratives.

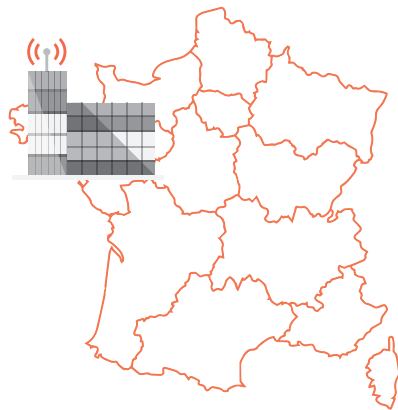
Développer une démarche de travail en réseau dans le cadre de l'accompagnement des collectivités territoriales, de la collaboration étroite avec les acteurs publics et des relations partenariales nourries avec les prestataires privés.

Localisations



Paris

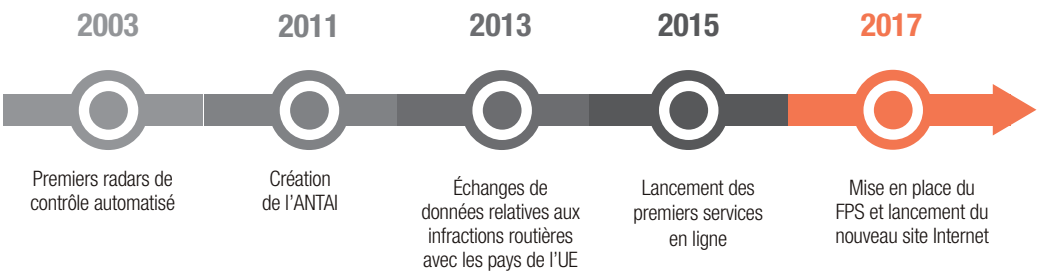
- Siège de l'ANTAI
- 30 agents environ



Rennes

- Centre National de Traitement (CNT) : il assure le traitement des infractions avec près de 500 agents
- Il regroupe également les services de l'Officier du Ministère public (OMP) ainsi que ceux du Centre automatisé de constatation des infractions routières (CACIR)

Dates-clés



CHIFFRES CLÉS



Traitement des infractions

49,54 millions

dossiers d'infraction (CA + PVe) + 0,1 % en un an

38,96 millions

avis de contravention initiaux envoyés
(CA + PVe) + 1,8 % en un an



Relation avec les usagers

51,87 millions

courriers envoyés + 11,0 % en un an

1,53 million

appels traités au sein du centre d'appels
+ 32,4 % en un an

7,86 millions

visiteurs sur le site Internet + 161,7 %



Nombre de collectivités partenaires

502

communes conventionnées
dans le cadre du FPS (au 31 mars 2018)

3 803

communes enregistrées
à fin décembre 2017



Pays connectés

La France échange des informations
relatives aux infractions routières avec

14 pays



Nombre de langues

Site Internet déployé en 6 langues :

français, anglais, allemand, espagnol, italien, néerlandais.

Centre d'appels avec 5 langues traitées :

français, anglais, allemand, espagnol, néerlandais.

Avis de contravention édités en 11 langues :

français, allemand, néerlandais, espagnol, italien, hongrois,
polonais, portugais, roumain, slovaque et tchèque.

FAITS MARQUANTS

1^{er} janvier

Lancement des nouveaux avis de contravention envoyés aux représentants légaux

21 juillet

Envoi des premiers ACO électroniques

16-17 mars

Premier forum des acteurs européens du contrôle automatisé

13 septembre

Signature de la première convention forfait post-stationnement

4 avril

Ouverture de la contestation en ligne des PVe

24 décembre

Franchissement du seuil des 3 800 communes dans le dispositif PVe

17 juillet

Lancement du nouveau site Internet de l'Agence

31 décembre

Cap des 400 communes conventionnées dans le cadre du FPS



©Alessio Lin

AGIR

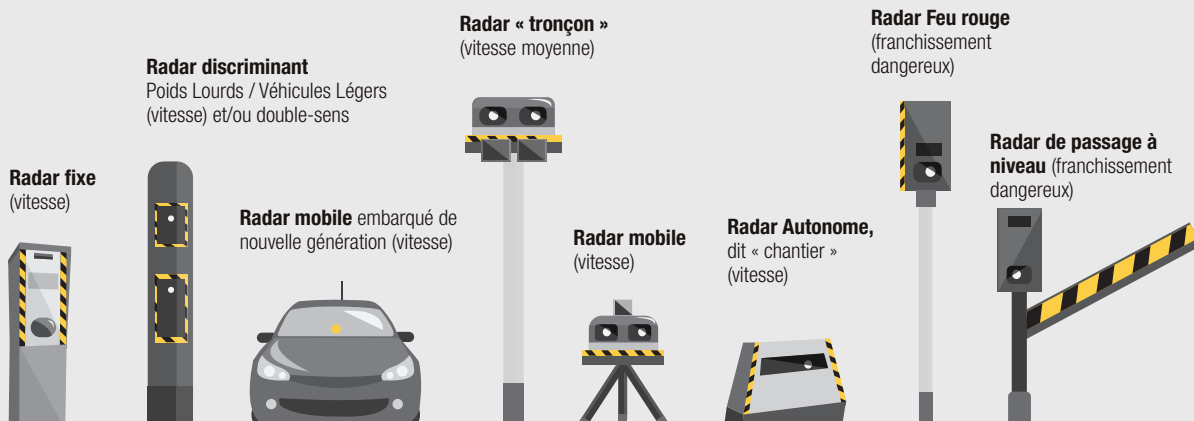
... pour le renforcement de la sécurité routière

— Optimiser l'efficacité du contrôle automatisé

Un parc
d'équipements
diversifié

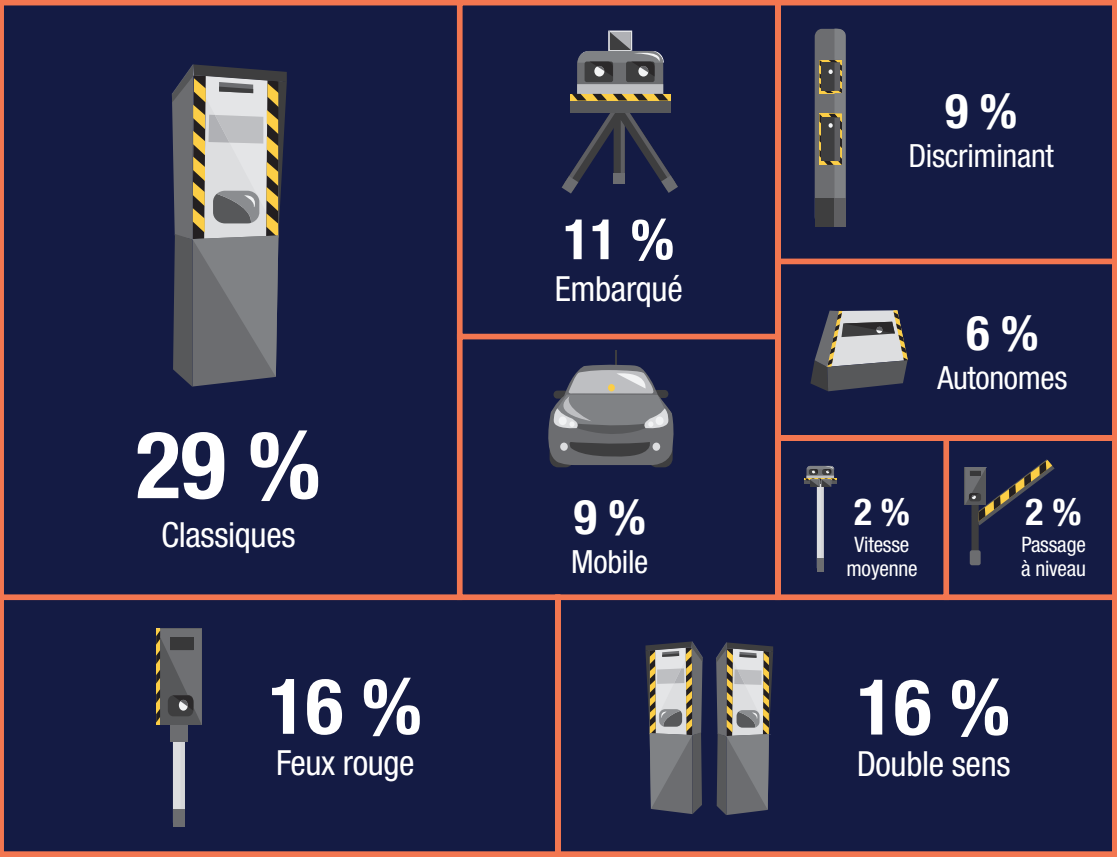
Activité historique de l'ANTAI, le contrôle automatisé repose sur l'exploitation d'un parc de radars multiformes qui suit l'évolution du comportement des usagers de la route. Outil central de la politique de sécurité routière en France, ce parc permet le traitement automatisé des infractions et des contestations.

Parmi ces équipements...



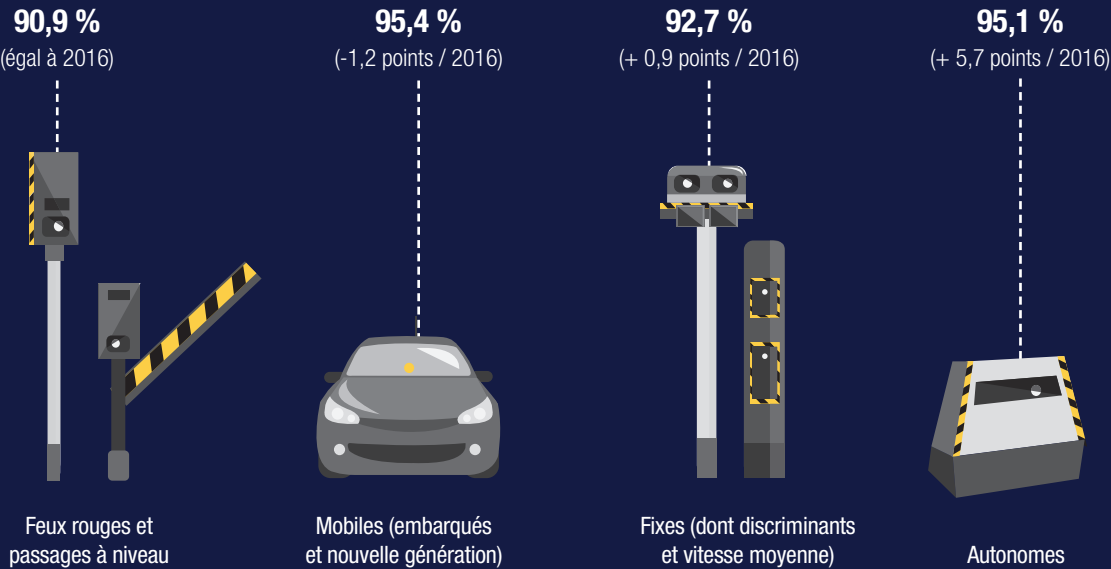
A fin 2017, la France comptait
**4 446 équipements de terrains
de contrôle automatisé**
(+ 1,1 % par rapport 2016).

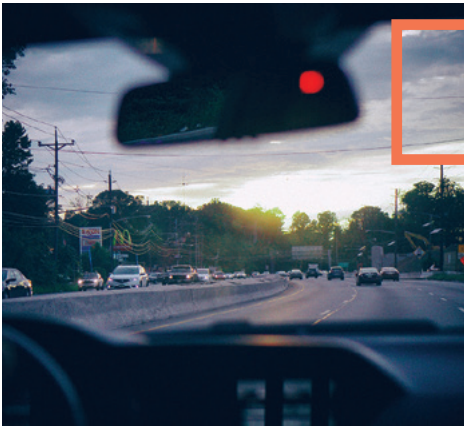
Répartition du parc de radars déployés au 1^{er} janvier 2018



Un taux de disponibilité des équipements en hausse

Le taux de disponibilité des équipements établit le rapport entre le nombre d'équipements disponibles et le nombre d'équipements en service. Il passe de 92,5 % en 2016 à 93,1 % en 2017, soit une augmentation de 0,6 point, particulièrement marquée sur les radars autonomes (+ 5,7 points).



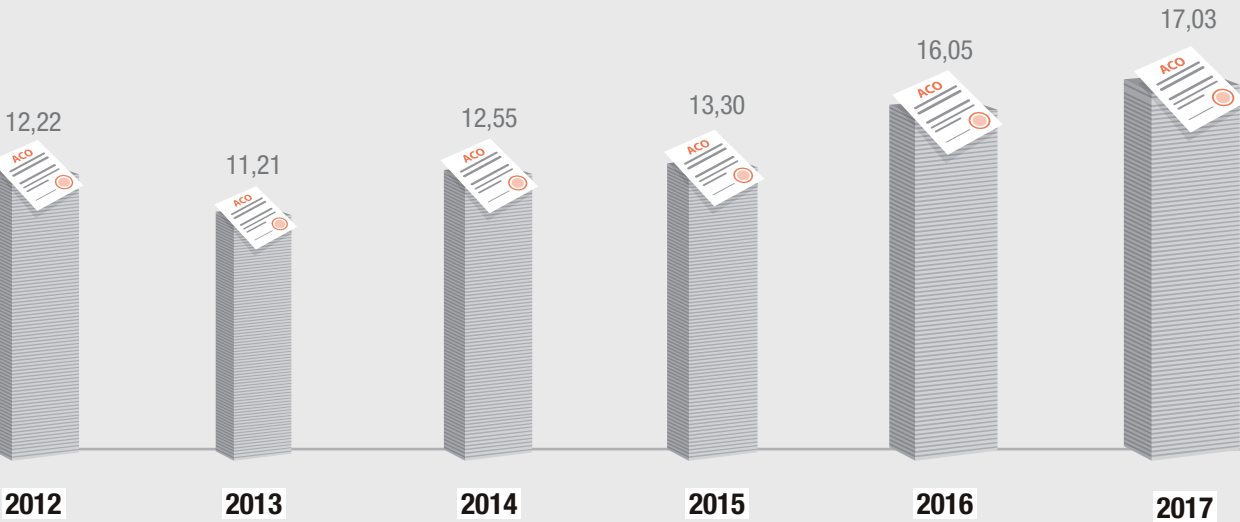


©Mark Cruz

Un volume
d'infractions
globalement stable

En 2017, le CNT a enregistré 26 millions de dossiers d'infraction, chiffre en hausse de 1,3 % par rapport à l'année dernière. Le nombre d'avis de contravention (ACO) initiaux a connu une croissance importante de l'ordre de 6,1 % entre 2016 et 2017 mais plus faible que la hausse de 20 % entre 2015 et 2016. Cette augmentation est directement liée à **l'amélioration de la chaîne de traitement** qui a permis de transformer davantage de dossiers d'infraction en avis de contravention.

Évolution du nombre d'ACO du CA (en millions)



Une chaîne
de traitement
en amélioration

Le message d'infraction (MIF) reçu au Centre national de traitement (CNT) est le premier élément de la chaîne contraventionnelle. Chaque infraction traitée par le CNT fait l'objet d'un dossier d'infraction (DIF).

Toutefois, tous les messages d'infraction enregistrés ne donnent pas nécessairement lieu à l'émission d'un avis de contravention (ACO). Les photographies prises par les équipements sont systématiquement contrôlées par le Centre automatisé de constatation des infractions routières (CACIR), un service exclusivement composé d'agents et d'officiers de police judiciaire. Différents motifs, comme le manque de lisibilité de la plaque d'immatriculation par exemple, peuvent conduire ces agents à ne pas constater l'infraction.

Le ratio ACO/DIF permet d'analyser le processus de fonctionnement de la chaîne de traitement et la capacité de transformation des infractions relevées en avis de contravention. Après une année 2016 marquée par une augmentation massive des volumes à traiter qui a eu pour conséquence une diminution temporaire de cet indicateur, l'année 2017 a permis de revenir à des niveaux comparables à ceux de 2015.

Ratio ACO/DIF	2016	2017	Variation 2017/2016
Dont ratio ACO/DIF immatriculations françaises Vitesse	69,5 %	75,8 %	+ 6,3 pts
Dont ratio ACO/DIF immatriculations étrangères Vitesse	71,8 %	71,2 %	-0,5 pt

La nouvelle « obligation de désignation »

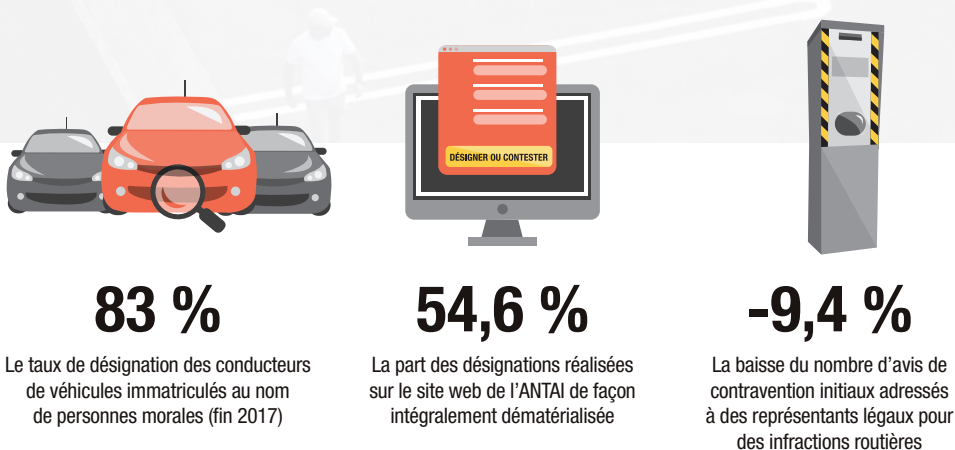
Depuis le 1^{er} janvier 2017, une nouvelle infraction sanctionne les personnes morales qui ne désignent pas l'auteur d'une infraction commise au volant d'un véhicule immatriculé au nom de la personne morale (art. L. 121-6 du code de la route). Cette nouvelle contravention vise à responsabiliser les employeurs et conducteurs de véhicules professionnels.

Cette mesure était justifiée par le fait que depuis l'instauration du système de contrôle automatisé, au début des années 2000, une grande majorité de conducteurs de véhicules professionnels commettant des infractions relevées par radar échappaient au retrait de point(s). Or, en l'absence de désignation du conducteur, l'administration était dans l'incapacité de connaître l'identité de l'auteur de l'infraction, ce qui pouvait conduire à une forme de déresponsabilisation.

Tout au long de l'année 2017 l'ANTAI a accompagné les représentants légaux dans leurs démarches pour respecter cette obligation de désignation :

- Les **avis de contravention** adressés aux représentants légaux ont été repensés et ont évolué afin de les orienter dans leurs démarches.
- Trois **outils de désignation** intégralement dématérialisés ont été développés pour faciliter les désignations.

Les télé-conseillers du centre d'appels de l'ANTAI ont été formés pour répondre aux questions que se posent les représentants légaux et les orienter dans leurs démarches.



— Des premiers résultats encourageants

Plus des trois-quarts des responsables légaux de personne morale (83 %) respectent désormais l'obligation de désigner le conducteur (+ 52,2 points entre 2016 et 2017 pour les plaques d'immatriculation françaises).

La majorité des désignations de conducteurs de véhicules professionnels (54,6 %) sont réalisées en dématérialisées sur le site Internet de l'ANTAI.

Le nombre d'avis de contravention adressés à des entreprises pour des infractions routières est en diminution de 9,4 % (alors qu'il augmente de 1,1 % pour les particuliers sur la même période)



L'ANNÉE 2017 A ÉTÉ MARQUÉE PAR LE DÉPLOIEMENT DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS OPÉRATIONNELS

— Accompagner l'évolution des besoins des forces de l'ordre avec le PVe

PVe Etat : un bilan positif

L'année 2017 a été marquée par des évolutions dans le domaine du procès-verbal électronique (PVe) avec notamment la possibilité offerte au contrevenant de **contester de manière intégralement dématérialisée** sur www.antai.gouv.fr et l'envoi des avis de contravention par courrier électronique (e-ACO).

En parallèle, l'application PVe a évolué afin de développer la capacité opérationnelle des unités de la gendarmerie et de la police nationale. Actuellement, près de 1 600 natures d'infractions peuvent être relevées grâce au PVe (750 dans le domaine de la circulation routière et 850 hors circulation routière).

En 2017, les forces de l'ordre ont relevé près de 5,4 millions d'infractions via le PVe, soit une augmentation de 11,3 % par rapport à 2016. Plus de 5 millions d'infractions ont donné lieu à l'envoi d'un avis de contravention, soit un ratio de 96 %. Ce chiffre est le reflet de l'activité des forces de l'ordre et de **l'adaptation constante** de l'application PVe aux évolutions législatives et réglementaires.

Par ailleurs, en 2017, l'ANTAI a financé 12 722 appareils smartphones/tablettes des forces de l'ordre, dans le cadre du **projet NEO** porté par les directions générales de la gendarmerie et de la police nationale. Les PDA (personnel digital assistant) Psion et Athesi sont ainsi remplacés par des **appareils plus modernes**, qui portent également d'autres applications professionnelles comme la consultation des fichiers et la messagerie.

A ce titre, l'Agence a développé une interface entre les données saisies lors de la consultation des fichiers et l'application PVe. Elle permet un véritable **gain de temps** pour les gendarmes et policiers sur le terrain et renforce également la fiabilité des données.

Pour aider les agents à appréhender ces nouvelles fonctionnalités, un e-learning a été créé et mis à disposition : près de 15 000 agents ont pu bénéficier de cet outil.

FOCUS

L'aboutissement du projet NEO

NEO est une plateforme Android pour smartphones et tablettes qui facilite le travail au quotidien des agents des forces de l'ordre. Démarré en 2014, le projet NEOGEND/NEO a été déployé en masse dans les unités de Gendarmerie et de Police à l'automne 2017. Co-financeur de l'opération, l'ANTAI a adapté son application PVe à ce nouvel environnement technologique pour développer la capacité opérationnelle des unités.

Au 25 janvier 2018, 51 323 terminaux NEOGEND/NEO se sont connectés au CNT en téléchargeant l'application PVe.



©Délégation à l'Information et à la Communication - J. GROISARD



PERSPECTIVE :
La forfaitisation
des délits

La loi « Justice du XXI^e siècle » du 18 novembre 2016 prévoit à son article 36 **la forfaitisation de 3 délits routiers** : la conduite d'un véhicule sans être titulaire du permis de conduire, la conduite d'un véhicule avec un permis non adapté et le fait de maintenir en circulation un véhicule sans être couvert par une assurance garantissant la responsabilité civile.

Bien que la procédure des délits forfaitisés se rapproche de celle des contraventions traitées par l'ANTAI, **ces infractions restent des délits**, c'est-à-dire des infractions plus graves qui justifient une sanction plus sévère.

Cette réforme répond à des enjeux majeurs :

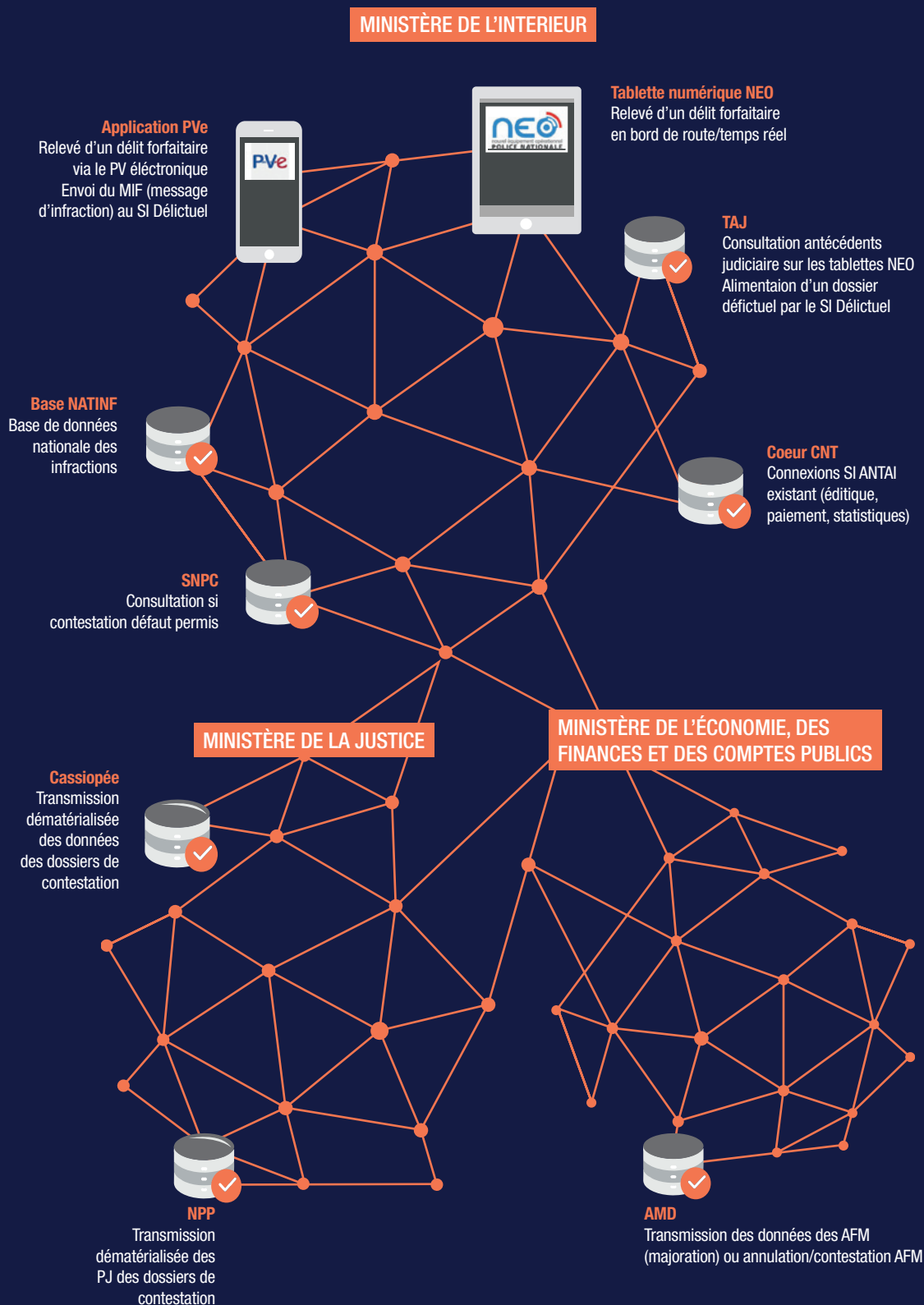
- Accroître l'efficacité de la lutte contre ces délits,
- Alléger la chaîne pénale (moins de poursuites pénales, moins de passage devant les tribunaux...)
- Raccourcir le délai entre le constat de l'infraction et la mise en œuvre de la sanction pénale.

Le projet de forfaitisation des délits se situe ainsi au cœur de l'écosystème de la sécurité intérieure.

Forfaitisation des délits

Le PVe est l'outil central de la mise en œuvre de la forfaitisation des délits. Il permettra aux forces de l'ordre de verbaliser une infraction délictuelle dès sa constatation en bord de la route. L'avis d'Amende Forfaitaire Délictuelle (AFD) sera directement adressé par courrier au domicile du contrevenant.

Le portage global du projet de forfaitisation des délits est confié à l'ANTAI qui coordonne et pilote les actions de l'ensemble des partenaires impliqués. Ces travaux ont conduit l'Agence à mettre en place une organisation permettant d'apporter des solutions adaptées aux besoins des utilisateurs.



■ Transformer la relation entre l'ANTAI et ses usagers

L'année 2017 a été marquée par une profonde transformation de la relation entre l'ANTAI et ses usagers. Des missions plus riches et un volume d'infractions en croissance ont conduit l'Agence à poursuivre ses efforts en faveur de la dématérialisation des échanges. Le lancement de son nouveau site Internet en juillet 2017 lui a permis d'accompagner la croissance du nombre de ses usagers, de simplifier ses démarches et d'optimiser son offre d'information.

Une relation usagers enrichie

La relation usagers de l'ANTAI a connu une forte croissance en 2017, tous canaux confondus

51,87 millions de courriers ont été envoyés par le CNT en 2017. C'est 11 % de plus qu'en 2016. Cette augmentation repose principalement sur la hausse des courriers envoyés au titre du contrôle automatisé (+ 19,5 %).

Le nombre de courriers reçus au CNT connaît également une forte hausse (+ 39,8 %), sous l'effet notable de la progression de la désignation des auteurs d'infractions commises au volant de véhicules professionnels.

En 2017, le nombre de visites sur www.antai.fr a plus que doublé par rapport à l'année précédente, atteignant 7,85 millions de visites, contre 3 millions en 2016.

Enfin, l'évolution du nombre d'appels au centre de ressources et de contact de l'ANTAI témoigne lui aussi de la croissance de la relation usagers puisqu'il atteint 1,53 million, en hausse de 32,4 % par rapport à 2016.

Diversification et enrichissement de la relation usager

Outre l'augmentation des volumes d'infractions traités, cette croissance repose sur l'évolution des missions de l'ANTAI et la diversification de ses usagers.

Accompagnement des entreprises

L'obligation de désignation prévue à l'article L. 121-6 du code de la route a justifié l'adaptation de l'ensemble des canaux d'information de l'Agence. Ainsi, les avis de contravention adressés aux représentants légaux ont évolué afin de les orienter dans leurs démarches. Parallèlement, la liste des principales questions pratiques posées par cette obligation a été publiée sur le site Internet de l'ANTAI dès janvier 2017 et les professionnels disposent désormais d'un espace réservé sur www.antai.fr.

Renouvellement de la relation avec les collectivités

L'année 2017 a également été marquée par la préparation, avec les collectivités locales, de la décentralisation du stationnement payant. Ainsi, parallèlement aux progrès enregistrés dans le déploiement de la verbalisation électronique auprès des polices municipales, l'ANTAI a accompagné tout au long de l'année les collectivités souhaitant mettre en œuvre la réforme. Elles ont notamment pu passer convention avec l'Agence grâce à une procédure intégralement dématérialisée pour l'édition et l'envoi des avis de paiement de FPS. En cas de question, les téléconseillers du centre d'appels ont orienté les quelques 500 collectivités souhaitant mettre en œuvre la réforme.

Information en 6 langues européennes

Le lancement des échanges avec la République Tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et l'Autriche explique en grande partie la hausse du nombre d'avis de contravention envoyés à l'étranger (+ 7,2 %). Dans ce contexte, plus de 63 000 appels en provenance de l'étranger ont été traités et environ 592 000 visiteurs étrangers ont consulté le site internet de l'ANTAI.



©Yiran Ding

UNE FORTE CROISSANCE DE L'UTILISATION DES SERVICES EN LIGNE

Des services numériques en progression

Engagée depuis 2015 dans un processus de dématérialisation et de simplification de ses démarches, l'ANTAI a enregistré en 2017 une très forte croissance de l'utilisation de ses services en ligne.

Pour le paiement des amendes, 66 % des contrevenants ont réglé en 2017 via l'un des canaux de télépaiement développés par l'Agence (+ 4,6 points). Cette hausse repose principalement sur les progrès enregistrés par Amendes.gouv (site Internet et application) qui représente 55,1 % des paiements.

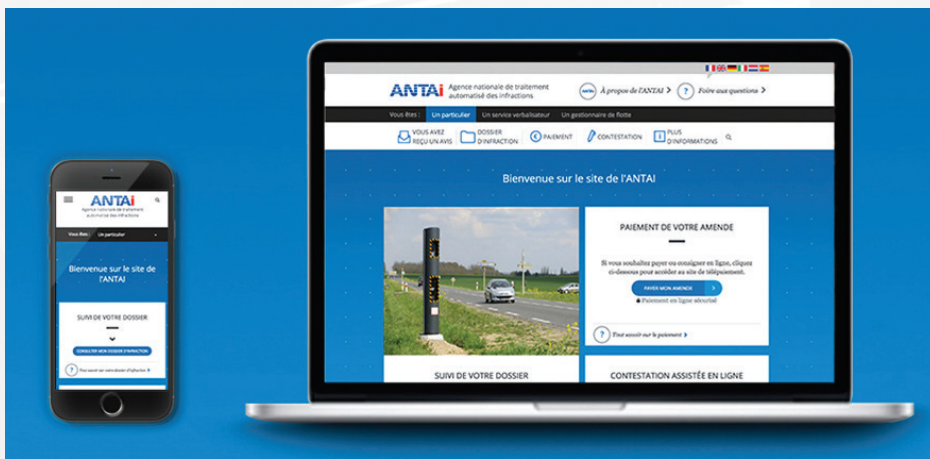
Possible depuis novembre 2015 pour les infractions relevées par radar (contrôle automatisé), la contestation intégralement dématérialisée a été ouverte aux infractions relevées par PVE en avril 2017. Sur l'année 2017, la part de la contestation réalisée sur www.antai.fr a plus que doublé et s'établit à près de 40 %. Elle atteint 27 % pour les infractions relevées par PVE.

Les professionnels se sont appropriés l'offre de services en ligne qui leur est désormais spécifiquement dédiée sur le site Internet de l'ANTAI. Fin 2017, près de 54,6 % des représentants légaux désignait l'auteur de l'infraction en ligne.

Parallèlement, l'ANTAI permet aux gestionnaires de grandes flottes (plus de 1 000 véhicules) de passer une convention afin d'automatiser les échanges avec l'Agence et de permettre l'envoi des avis de contravention directement aux contrevenants et non plus aux entreprises.

FOCUS

Comment la refonte du site web replace l'utilisateur au cœur du dispositif



Afin de mieux répondre aux besoins de ses utilisateurs, le site Internet de l'ANTAI a été refondu en 2017. Une communauté de testeurs externes à l'ANTAI a ainsi été sollicitée pendant la phase de préparation. Leurs retours ont permis de mieux intégrer les besoins et d'atteindre un bon niveau d'ergonomie avant le lancement du site web. Le succès rencontré par le site Internet en termes de fréquentation et d'utilisation de ses fonctionnalités montre que l'objectif a été rempli.



20 000

visites chaque jour



40 %

des démarches de désignation
ou de contestation effectuées en ligne



22 %

des visites sur le site Internet
réalisées depuis un smartphone
ou une tablette



ÉCHANGER

... en nouant des partenariats

— Ancrer l'ANTAI au niveau local

Une confiance
renouvelée dans
le cadre du FPS

Réforme du stationnement payant : quels enjeux ?

Le 1^{er} janvier 2018, la décentralisation du stationnement payant est entrée en vigueur (loi MAPTAM du 27 janvier 2014) : si un automobiliste ne règle pas son stationnement, il n'est plus sanctionné par une amende mais doit régler une redevance appelée « forfait de post-stationnement » ou FPS.

La décentralisation du stationnement payant permet aux collectivités de définir leurs propres barèmes tarifaires et de fixer les modalités de contrôle et d'émission des avis de paiement des FPS. Un atout pour faire de la politique de stationnement un levier de la mobilité urbaine et mieux réguler la circulation automobile, d'encadrer le partage de la voirie, de favoriser les reports modaux ou encore de conforter l'attractivité économique ou touristique d'un centre-ville.

Déploiement d'un nouvel environnement informatique moderne et sécurisé

Afin de sécuriser les échanges dans le cadre du FPS, l'ANTAI a mis en place un nouveau système d'information. Dénommé SI-FPS, il a été conçu autour d'une architecture moderne, évolutive et agile.

Pour assurer le succès du déploiement de ce nouveau système, l'ANTAI a tout au long de l'année 2017 mené une politique de tests extrêmement poussée impliquant l'ensemble des acteurs de la réforme : éditeurs, collectivités, Direction générale des finances publiques et nouvelle juridiction spécialisée. Ces essais ont permis aux éditeurs de solution FPS de venir tester le bon fonctionnement de leur solution logicielle.

L'ANTAI a mis en place un nouveau système d'information.

Dénommé SI-FPS, il a été conçu autour d'une architecture moderne, évolutive et agile.

Une richesse de services conventionnés offerts par l'ANTAI

L'ANTAI propose deux types de conventions aux collectivités qui souhaitent mettre en œuvre la décentralisation du stationnement payant :

- La convention cycle partiel, qui permet à la collectivité d'envoyer à l'ANTAI les informations nécessaires à l'émission des titres exécutoires en cas de non-paiement du FPS et des titres d'annulation lorsque le FPS a été annulé devant la juridiction administrative spécialisée. Seule l'ANTAI peut assurer cette prestation ;
- La convention « cycle complet » : en complément de l'émission des titres exécutoire et d'annulation, elle permet à la collectivité de confier à l'ANTAI la notification aux redevables des avis de paiement de FPS...

La signature des conventions et l'accès aux services ANTAI se réalisent de façon entièrement dématérialisée, sur le site web de l'ANTAI. En se créant un espace réservé sur, les collectivités ont pu dès le printemps 2017 réaliser l'ensemble de leurs démarches auprès de l'Agence (conventionnement en ligne, dépôt des éléments de personnalisation, dépôt et activation du certificat de sécurité).

Un accompagnement constant des collectivités au fil de la réforme

Parallèlement, sous l'égide de la Mission interministérielle pour la décentralisation du stationnement, l'ANTAI et la commission du contentieux du stationnement payant ont mis en place un portail d'information commun à destination des collectivités ainsi que des professionnels.

Afin de compléter le support aux collectivités, l'ANTAI a réalisé plusieurs actions de communication centrées sur une information régulière des collectivités via des courriers envoyés aux maires, la réalisation d'un film d'animation pédagogique mais également avec une participation régulière à des événements (Salon des Maires, salon Parkopolis...) ainsi que la mise à disposition d'un numéro à destination des collectivités au sein du centre d'appels pour les accompagner dans leurs démarches. Entre juillet 2017 et mars 2018, plus de 2 000 appels de collectivités ont été traités par le centre d'appels.

Au 31 mars 2018, 502 collectivités ont signé une convention avec l'Agence : près de 95 % des collectivités appliquant le stationnement payant se sont engagées dans un cycle complet, témoignant ainsi leur confiance en l'expertise de l'Agence.



©Ministère de l'Intérieur - Délégation à l'Information et à la Communication

AUX CÔTÉS DES COLLECTIVITÉS AU FIL DE LA RÉFORME

La consolidation
de la verbalisation
électronique
pour les collectivités
territoriales

Parallèlement au déploiement de la solution FPS-ANTAI, l'Agence a renforcé la couverture PVe dans les collectivités, auprès des entreprises de transports publics, ainsi qu'auprès de certains délégataires de services publics.

Procès-verbal électronique dans les collectivités : quelle couverture ?

506 nouveaux services se sont enregistrés sur le site Internet de l'ANTAI en 2017, portant le nombre de services verbalisateurs reliés au PVe à 4 006 en fin d'année. Au 31 décembre 2017, les 125 villes de plus de 50 000 habitants étaient toutes connectées et 790 des 844 villes de 10 à 50 000 habitants ayant au moins un agent verbalisateur étaient enregistrées à l'ANTAI, soit 93,60 %.

Au total, près de 28 000 agents verbalisateurs étaient connectés en 2017 portant l'émission de PVe à 18,18 millions.

Quelles solutions de verbalisation pour les prestataires ?

Sept prestataires disposent d'une attestation de « vérification d'aptitude au bon fonctionnement » (VABF), au titre de leur solution de verbalisation, avant d'être proposée aux collectivités territoriales. Ce document atteste que la solution a fait l'objet d'une recette auprès de l'ANTAI et qu'elle respecte les spécifications portant sur la qualité de l'application et sur la sécurité du dispositif.

Quelles solutions pour les transports publics ?

Fin 2017, 19 organismes de transport - dont la RATP - étaient enregistrés à l'ANTAI. Si ce nombre est stable par rapport à 2016, le nombre de procès verbaux a, lui, été multiplié par six en l'espace d'un an, ce qui démontre l'intérêt de l'extension de la verbalisation électronique pour cette catégorie d'agents verbalisateurs.

Des services verbalisateurs spécifiques

Trois sites tests ont permis d'ouvrir l'accès à la verbalisation électronique à des agents verbalisateurs assermentés par le procureur de la République et employé par des délégataires de service public : le groupe Effia (espace de stationnement des gares SNCF et des gares routières), l'Union des aéroports de France (espace de stationnement dans les zones aéroportuaires), les ports maritimes, l'Office national des forêts (espaces forestiers, montagneux et littoraux), les gardes particuliers (chasse, pêche, environnement), les universités (espace de stationnement dans le périmètre de certains établissements ou encore les hôpitaux (espace de stationnement à proximité des accès des véhicules de secours).

Ces services peuvent ainsi bénéficier de la chaîne de traitement des contraventions pour les infractions qu'ils constatent.

Quantité de Messages d'Infraction (MIF) émis						
Dates	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Total général (en millions)	6,81	12,61	14,37	16,20	19	18,18

– Poursuivre le développement de l'action internationale

Une contribution active à la création d'un espace européen de la sécurité routière

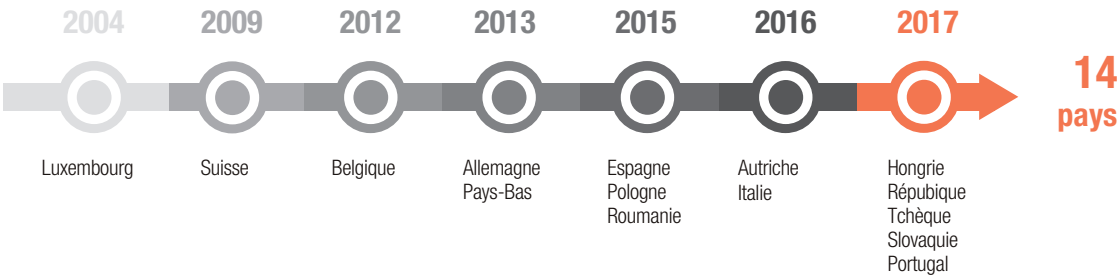
La coopération européenne se poursuit

Le développement du trafic routier européen a conduit l'Union européenne à faire de l'amélioration de la sécurité routière un objectif central de sa politique des transports. La directive 2015/413 du 11 mars 2015 qui facilite l'échange d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière a créé un cadre juridique renouvelé aux échanges entre pays européens partenaires. Son application repose sur des protocoles d'échanges automatiques entre pays pour les infractions routières les plus courantes : excès de vitesse, franchissement de feu rouge, défaut de port de la ceinture de sécurité...

Grâce à cet outil ainsi que la convention bilatérale passée avec la Suisse, la France échange désormais avec 14 pays. L'année 2017 a ainsi marqué le démarrage des échanges d'informations avec la Hongrie et la Slovaquie (24 mars), et la République tchèque (18 juillet). Suite au lancement du partenariat avec le Portugal le 1^{er} décembre 2017, des premiers échanges d'informations sont intervenus au premier semestre 2018.

Pour chacun de ces pays, une reprise des infractions constatées six mois avant la date officielle de démarrage des échanges est opérée.

Ce développement des échanges d'information s'appuie notamment sur le dispositif EUCARIS (European CAR Information System), système d'échange d'informations automatisé concernant essentiellement les données de base des fichiers d'immatriculation ainsi que les permis de conduire. Comme en 2016, l'ANTAI a participé activement en 2017 aux travaux de la communauté d'échanges EUCARIS.



**VERS UN
ESPACE
EUROPÉEN DE
LA SÉCURITÉ
ROUTIÈRE**



©Maxwell Ridgeway

FOCUS

Le forum européen des acteurs du contrôle automatisé



©Rijksoverheid

Le forum européen annuel des acteurs du contrôle automatisé

La mise en œuvre de la directive 2015/413 dite CBE (Cross-border exchange) a entraîné une intensification des relations entre les différents pays européens sur la question des échanges automatisés d'informations relatives aux infractions routières.

A ce titre, une coopération étroite entre les différentes Agences spécialisées dans ce domaine a vu le jour à partir de 2017 grâce à l'organisation du premier forum européen des acteurs du contrôle automatisé à Rennes, à l'initiative de l'ANTAI et de son homologue néerlandais : le CJIB.

Après le succès de la première édition, une seconde réunion s'est tenue les 31 mai et 1^{er} juin 2018 à Leeuwarden (Pays-Bas) afin de prolonger le dialogue entamé et d'échanger autour des bonnes pratiques.

L'ANTAI est ainsi à l'origine de la création d'un réseau de correspondants européens dont les sujets de coopération permettent une amélioration constante des pratiques et une collaboration entre pays partenaires, gage d'une plus grande efficacité.

Le lancement des premiers échanges relatifs à la reconnaissance mutuelle des sanctions pécuniaires

2017 a également été l'année de démarrage effectif des échanges relatifs à la reconnaissance mutuelle des sanctions pécuniaires, dans le cadre du projet e-Codex. Depuis le mois de juillet, l'ANTAI transmet régulièrement à son homologue néerlandais (CJIB) des dossiers relatifs à des infractions commises en France avec des véhicules immatriculés aux Pays-Bas et qui ont fait l'objet d'une décision définitive sans avoir été réglées par le redevable. Ces dossiers ont d'ores et déjà fait l'objet de recouvrements par les services néerlandais.

**Un taux de verbalisation
des contrevenants étrangers
en progrès**

Le nombre d'avis de contravention émis vers les pays étrangers au titre du contrôle automatisé a augmenté de 7,2 % sur 2017.

Un suivi régulier du ratio ACO/MIF (nombre d'avis de contraventions rapporté au nombre de messages d'infractions émis par les radars automatiques), y compris pour les infractions commises à bord de véhicules immatriculés à l'étranger a été mis en place par l'Agence en 2017. Ainsi, il est possible de suivre les motifs de non transformation de MIF en ACO et d'alerter les pays partenaires lorsque cette non transformation est liée à une absence de réponse de leur part aux interrogations émises par l'ANTAI ou lorsque cette réponse est incomplète en raison d'anomalies dans les systèmes d'immatriculation des véhicules de ces pays, ceci afin que des actions correctives soient entreprises.

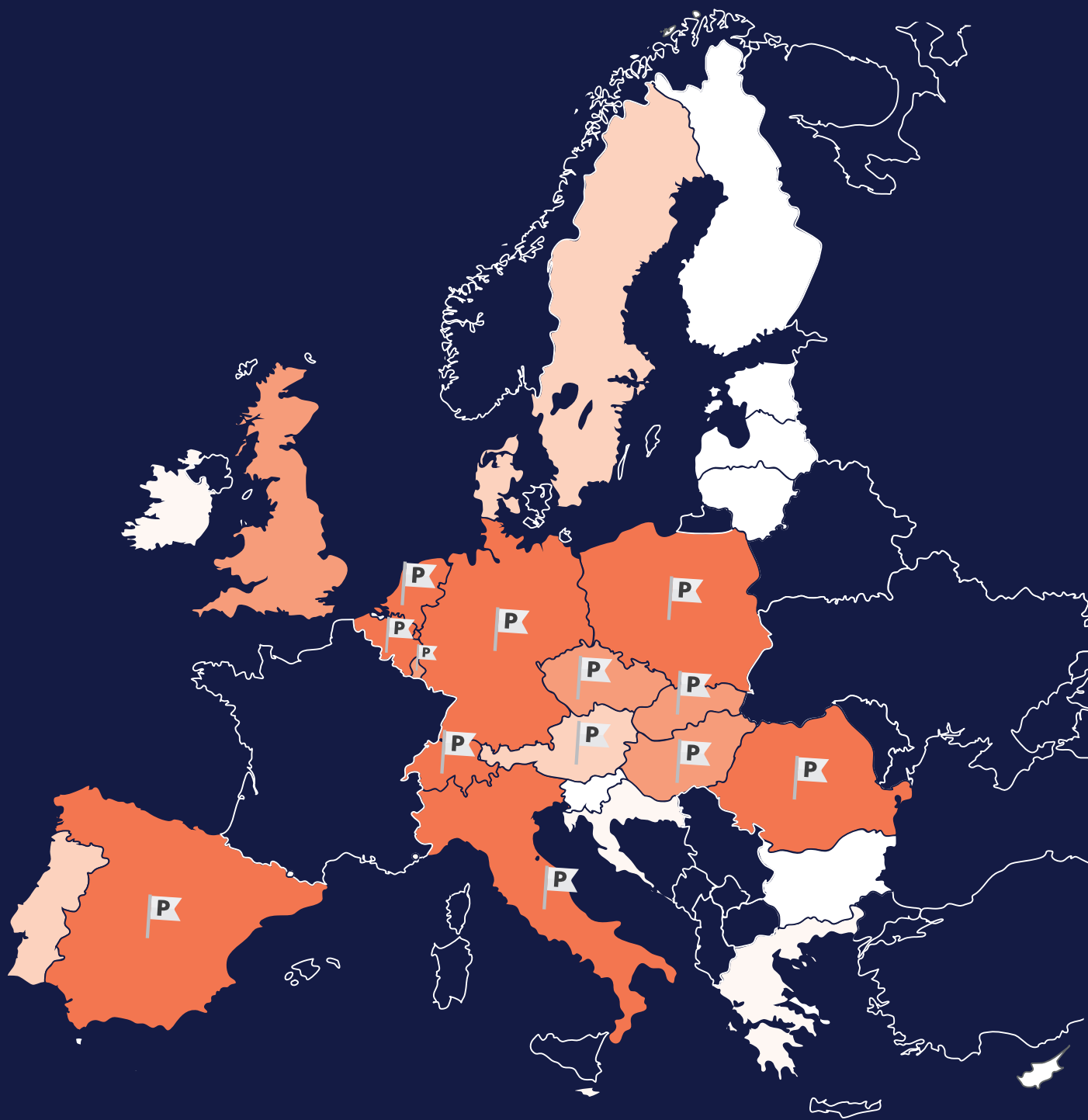
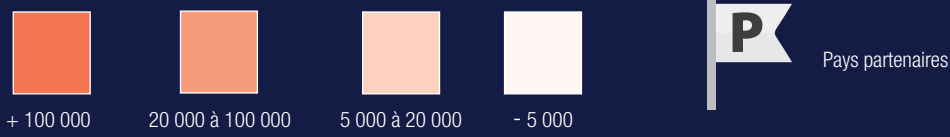


©Katie Moum

**PLUS D'ÉQUITÉ
ENTRE
CONDUCTEURS
EUROPÉENS**

Nombre d'avis de contravention envoyés vers les pays européens
(partenaires et non partenaires) au titre du contrôle automatisé en 2017

(voir détail Annexe p.43)



En 2017, nouveaux partenariats avec la Hongrie,
la République tchèque, la Slovaquie et le Portugal

■ Approfondir les relations avec les entreprises

Partenariats ANTAI - SNCF

L'ANTAI a poursuivi en 2017 son partenariat avec la SNCF, pour le compte de laquelle sont émises des lettres de relance aux contrevenants n'ayant pas payé leur contravention afin d'éviter le passage en procédure de majoration.

A ce titre, l'ANTAI a émis 598 641 lettres en 2017 pour le compte de la SNCF.



**AUX CÔTÉS DES
ENTREPRISES
POUR SIMPLIFIER
LES DÉMARCHES**

Obligations des personnes morales : quel cadre juridique ? Dans le cadre de la loi n°2016-1547 de modernisation de la justice du XXI^e, le représentant légal de toute personne morale est dans l'obligation de désigner nominativement les auteurs des infractions de la route dont les véhicules contrôlés appartiennent à son entité, à partir du 1^{er} janvier 2017.

Il est directement responsable de la gestion et de la désignation de ses collaborateurs en infraction et dispose d'un délai maximal de 45 jours pour fournir à l'ANTAI les données permettant d'identifier le conducteur à pénaliser.

De nouveaux moyens de désignation mis à disposition par l'ANTAI

Afin de faciliter cette formalité, trois modes de désignation intégralement dématérialisés sont proposés par l'ANTAI :

- **Le parcours de désignation individuelle** : rapide et fluide, il permet de désigner individuellement l'auteur d'une infraction routière en 6 étapes.
- **Le service de désignation simultanée** : mis en place en avril 2017, ce service s'adresse aux organisations gérants des flottes de plus de 10 véhicules. Accessible sur inscription depuis le site Internet de l'ANTAI, il permet de réaliser jusqu'à 100 désignations simultanées via le dépôt d'un fichier unique.
- **Le conventionnement avec l'ANTAI** : toutes les organisations disposant d'une flotte dont la taille excède 1 000 véhicules peuvent mettre en place un échange sécurisé de données avec l'Agence. Ces échanges permettent d'envoyer directement l'avis de contravention initial à la personne désignée.

3 591

Nombre d'inscriptions validées au service de désignation simultanée en 2017

47 332

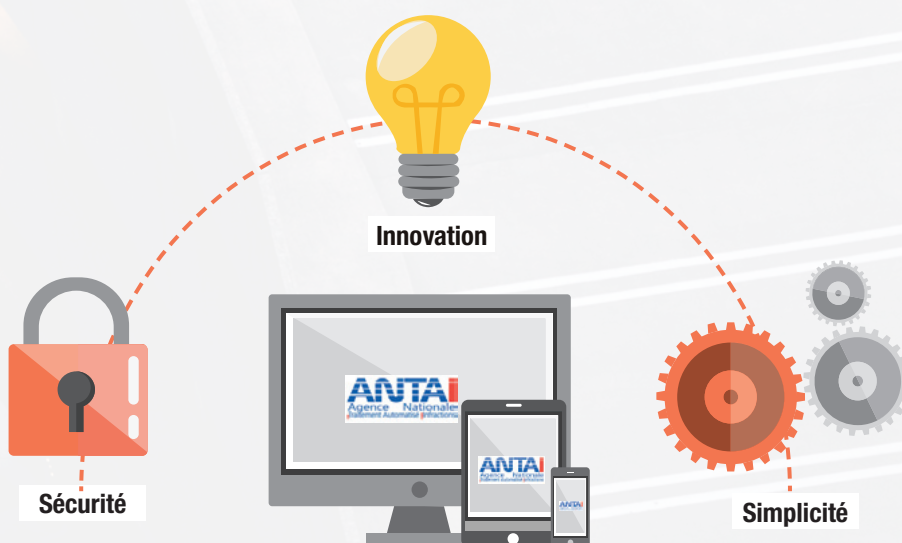
Nombre de désignations enregistrées via le service de désignation simultanée en 2017

55

Nombre d'organisations conventionnées techniquement actives

FOCUS

Une plateforme ANTAI qui se développe



Plateforme ANTAI :

mise en relation des différentes parties prenantes
(gendarmerie, police, Justice, DGFIP, collectivités, partenaires européens)



REINFORCER

... l'efficacité de l'Agence

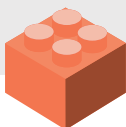
■ Poursuivre la modernisation des infrastructures

L'activité de l'Agence s'inscrit dans une démarche de modernisation et d'amélioration continue. Dans cette perspective, l'année 2017 a permis d'actualiser et de consolider le plan de transformation du système d'information de l'ANTAI. Trois grands axes ont été définis comme fils directeurs de ce projet :

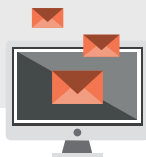
- **L'amélioration continue de la qualité et de la performance de la production du CNT**, reposant sur le raccourcissement des délais entre l'infraction et l'envoi de la contravention et un meilleur taux de transformation des messages d'infraction en avis de contravention.
- **La modernisation du patrimoine informatique actuel** pour mettre les moyens informatiques de l'ANTAI au niveau des technologies actuelles, en réorganisant l'architecture des serveurs, en automatisant des processus standard de mises à jour, en assurant la continuité et la reprise d'activité automatique ou encore en supprimant les briques propriétaires.
- **Le lancement d'évolutions, à travers des modes d'organisation et de développement modernes**, avec la mise en place de méthode de développement Agile et DevOps pour raccourcir le délai de réalisation des évolutions et intégrer au plus tôt dans les travaux les exigences de maintenabilité, d'évolutivité et d'adaptabilité aux volumes.

La rénovation du SI est nécessaire à l'agilité et à la fiabilité...

Suppression
des briques
propriétaires



Modernisation
des échanges



Sécurité



Virtualisation



Refonte
du décisionnel



Zéro
papier



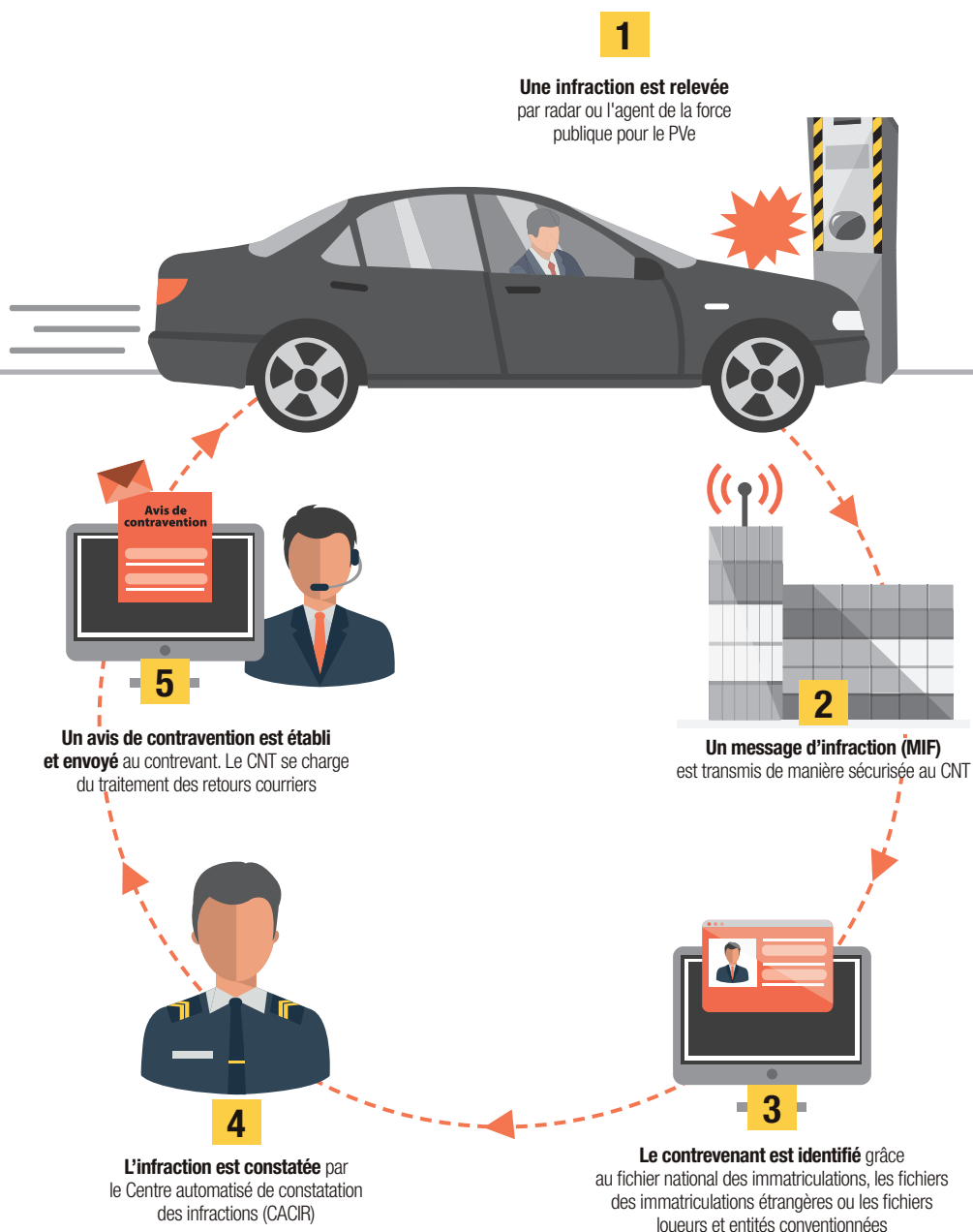
L'objectif ANTAI 2020,
c'est de rendre son SI
plus réversible, plus robuste
et plus évolutif

Comment fonctionne le Centre National de Traitement ?

Le système du contrôle automatisé est une chaîne pénale automatisée allant du relevé des infractions jusqu'à l'envoi des avis de contravention. Cette chaîne assure également le traitement des contestations (infractions constatées par radars uniquement) et l'information des contrevenants ou usagers (centre d'appels, site Internet...).

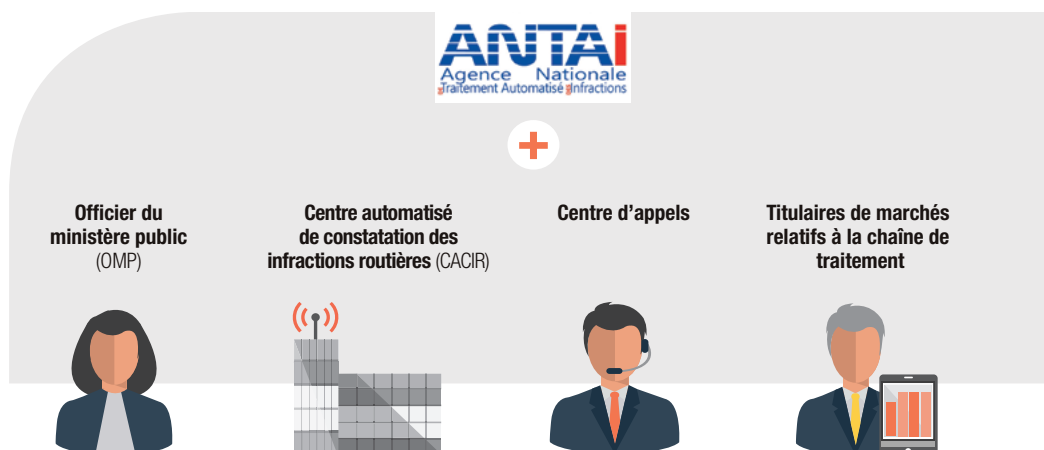
Situé à Rennes, le Centre National de Traitement regroupe tous les acteurs de la chaîne de traitement des infractions en un lieu unique et centralisé.

Une chaîne automatisée...



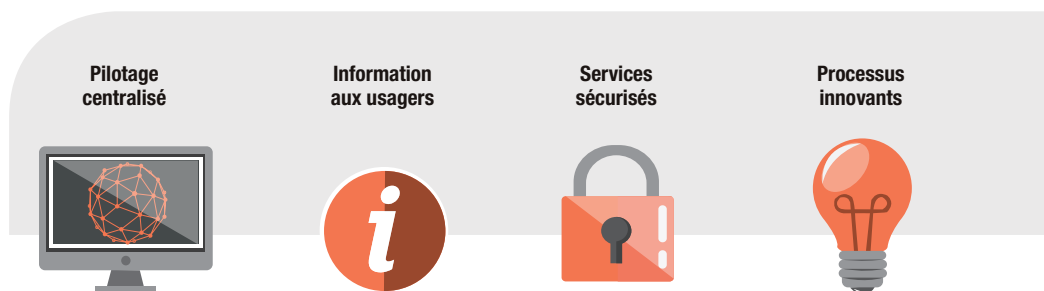
Une pluralité d'acteurs...

Cette chaîne de traitement automatisé implique de nombreux acteurs, publics et privés. Parmi ceux regroupés au CNT :



Le CNT collabore également avec les sociétés prestataires du Département du Contrôle Automatisé (DCA) de la Délégation à la Sécurité Routière (DSR) pour le pilotage de la maintenance du parc des radars.

Des atouts reconnus, en France comme à l'étranger...



Plus de 500 personnes œuvrent
au Centre National de Traitement au bon
fonctionnement de la chaîne de traitement
des infractions et à l'information des usagers.

— Accroître l'expertise en encourageant la diversification des compétences

Des effectifs en progression

Pour la plupart des opérateurs de l'Etat, les dépenses de personnel représentent environ 50 % des dépenses. L'ANTAI se distingue par une taille modeste au regard de son activité et du budget géré.

Conformément au plafond d'emplois fixés par la loi de finances pour 2017, l'Agence a poursuivi la progression de ses effectifs en même temps que son expertise pour accompagner les différents projets dont elle a la charge.

L'effectif réel de l'ANTAI est ainsi passé de 33 agents au 31 décembre 2016 à 38 agents au 31 décembre 2017 (34 agents sous plafond d'emplois et 4 agents mis à disposition contre remboursement).

Une diversification des métiers et des parcours

Engagée dans la modernisation de son système d'information et dans la dématérialisation de ses relations avec ses partenaires et usagers (particuliers, professionnels, collectivités...), l'Agence s'appuie sur des profils diversifiés, tournés vers la conduite de projet et l'innovation.

Son équipe rassemble aussi bien des ingénieurs, des experts fonctionnels (architectes, urbanistes, développeurs...), des statisticiens et analystes de données mais aussi des juristes et des administrateurs engagés dans une démarche de performance.

Aussi bien issus du secteur public que privé, les agents de l'ANTAI évoluent au sein d'une équipe à taille humaine qui privilégie les modes de travail collaboratifs et des chaînes de décision courtes. Ils exercent leur mission au cœur d'un écosystème partenarial riche, en relation avec de nombreux acteurs publics (ministères et collectivités territoriales) et des prestataires privés.

**L'AGENCE
S'APPUIE SUR
DES PROFILS
DIVERSIFIÉS,
TOURNÉS VERS
LA CONDUITE
DE PROJET ET
L'INNOVATION.**

Répartition des emplois

Sous plafond
d'emplois

89 %

Mise à disposition
contre remboursement

11 %

Répartition par statuts

Fonctionnaires



47 %

Agents contractuels



53 %

Répartition par catégorie hiérarchique

A 89 %

B 11 %

Répartition par âge



60 ans et +

5 %



50-59 ans

26 %



40-49 ans

29 %



30-39 ans

18 %

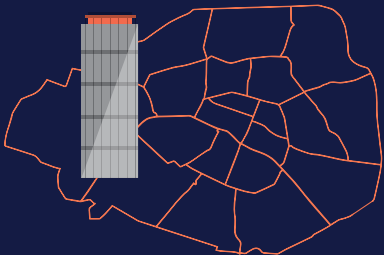


- 30 ans

21 %

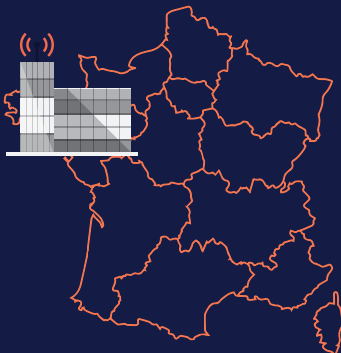
Répartition par site

Paris



71 %

Rennes



29 %

Répartition femmes/hommes



37 %



63 %

Un renforcement de l'expertise



©Rawpixel

Pour accompagner la croissance de son activité et les nouveaux projets confiés à l'Agence ainsi que la mobilité de ses agents, il a été procédé à 9 recrutements en 2017 ; poursuivant ainsi la dynamique engagée depuis 2015 (6 recrutements en 2015 et 16 recrutements en 2016).

Au niveau technique, ces recrutements ont permis de renforcer la sécurisation des systèmes d'information, d'améliorer le suivi de la chaîne de production au CNT et d'accroître le pilotage des évolutions des systèmes d'information du « cœur » informatique et de la chaîne éditoriale.

Au niveau administratif et financier, un second recrutement de chargée d'études statistiques a été réalisé afin de consolider l'analyse des données issues des infocentres de l'ANTA et mesurer l'impact des réformes menées. Une responsable de la qualité financière a également été recrutée en vue notamment de renforcer le contrôle interne et d'engager les travaux préalables à une certification des comptes de l'Agence.

Sur le plan de l'organisation, l'Agence a poursuivi sa structuration avec la mise en place de pôles au sein de chaque direction. Au sein de la direction administrative et financière, un service ressources a par ailleurs été créé, regroupant le pôle financier, le pôle statistiques et le pôle ressources humaines.

Garantir l'efficience
de la gestion financière

Des dépenses
maîtrisées

Les dépenses de l'ANTAI se sont élevées en 2017 à 108,2 millions € et les ressources à 109,7 millions €, dégageant un solde budgétaire excédentaire de 1,5 million €.

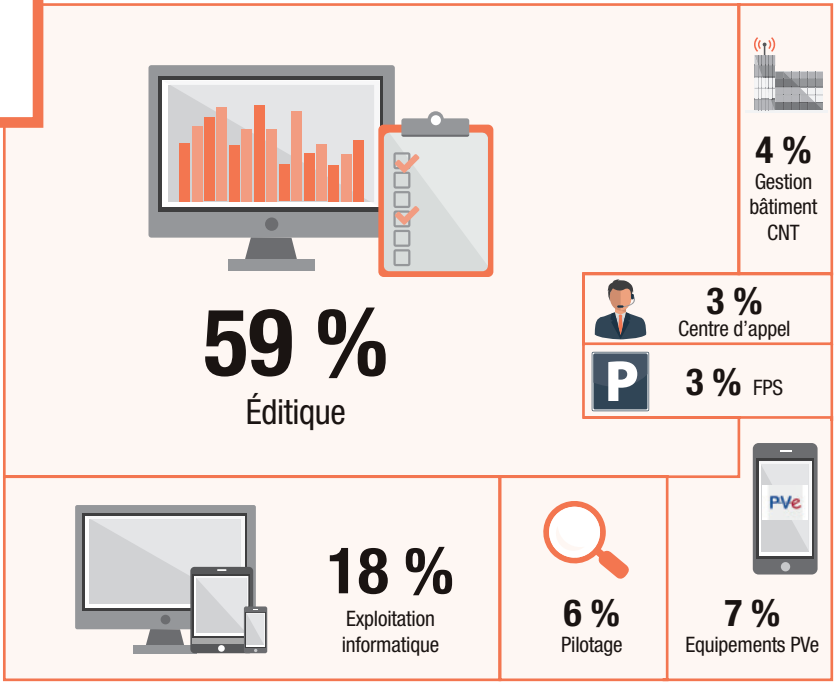
L'année 2017 a été marquée par l'impact de la nouvelle contravention pour non désignation des conducteurs à destination des personnes morales qui a généré une forte hausse de l'activité de traitement retour courrier au niveau de la chaîne de production et des appels traités par le centre de ressources et de contacts.

Les dépenses exécutées sont en diminution de 6 % par rapport à 2016 compte tenu du plein effet de l'allotissement des marchés du CNT4. Elles intègrent les dépenses liées au déploiement des nouveaux matériels de verbalisation NEO afin de mettre à disposition des policiers et des gendarmes des terminaux connectés pour accéder aux applications métiers et aux fichiers de la sécurité intérieure.

Répartition
des dépenses
par destinations

Les dépenses se répartissent en sept grandes catégories de destinations :

L'année 2017 a été marquée par une reprise des investissements qui sont passés de 1,5 million à 12,9 millions soit 12 % des dépenses. Le premier semestre 2016 avait en effet été caractérisé par un infléchissement des investissements pendant la période de transition entre le CNT3 et le CNT4.



Une démarche
de performance
consolidée

L'ANTAI a continué de sécuriser la chaîne de la dépense en adressant à ses prestataires un guide financier rappelant les principes et bonnes pratiques en matière de bon de commande, de service fait et de facturation.

La démarche de contrôle interne financier a été également renforcée avec le développement d'un processus de supervision et le lancement d'un plan d'action sur l'inventaire physique et comptable.

Enfin, sur le volet de la performance, l'ANTAI a renforcé son analyse sur les indicateurs de la chaîne de traitement en suivant en particulier l'évolution des taux de transformation des messages d'infractions en infractions.



ANNEXES

Glossaire	
ACO	Avis de Contravention
CA	Contrôle Automatisé
CACIR	Centre Automatisé de Constatation des Infractions Routières : service composé de personnel issu de la Gendarmerie et de la Police en charge de constater les infractions
CNT	Centre national de traitement
DCA	Département du contrôle automatisé
e-Codex	Cross-border e-Justice in Europe
ET	Équipements de terrain
EUCARIS	European car and driving license information system
FPS	Forfait post-stationnement
MIF	Message d'infraction
NEO	Nouvel équipement opérationnel
OMP	Officier du Ministère Public
PDA	Personal Digital Assistant - Boîtier de verbalisation électronique
PVe	Procès Verbal électronique
SI	Systèmes informatiques
Taux de disponibilité	Rapport entre le nombre d'équipements à l'état disponible et le nombre d'équipements de service
VABF	Vérification d'aptitude au bon fonctionnement

Nombre d'avis de contravention envoyés vers les pays étrangers en 2017 au titre du PVe	Nombre d'avis de contravention		
	2016	2017	Variation 2017/2016
Pays partenaires (2)			
BELGIQUE	55 773	54 733	-1,9%
SUISSE	34 228	28 926	-15,5%
TOTAL pays partenaires	90 001	83 659	-7,0%
Pays non partenaires			
AUTRES PAYS	72 674	93 147	+ 28,2%
TOTAL PAYS ETRANGERS	162 675	176 806	+ 8,7%

Nombre d'avis de contravention envoyés
vers les pays étrangers au titre du contrôle automatisé

	Nombre d'avis de contravention		
	2016	2017	Variation 2017/2016
UE - pays partenaires (12)			
BELGIQUE (juin 2012 - pas de reprise)	442 556	463 092	+ 4,6%
PAYS-BAS (février 2014 - reprise depuis septembre 2013)	369 584	345 129	-6,6%
ALLEMAGNE (février 2014 - reprise depuis novembre 2013)	375 923	378 780	+ 0,8%
ESPAGNE (février 2015 - reprise depuis août 2014)	389 078	452 191	+ 16,2%
POLOGNE (août 2015 - reprise depuis janvier 2015)	109 217	117 053	+ 7,2%
ROUMANIE (novembre 2015 - reprise depuis juillet 2015)	170 207	117 921	-30,7%
LUXEMBOURG (janvier 2016 - reprise depuis juillet 2015)	101 021	66 662	-34,0%
ITALIE (janvier 2016 - reprise depuis juillet 2015)	277 427	364 388	+ 31,3%
AUTRICHE (décembre 2016 - reprise depuis juin 2016)	2 796	19 375	n.s
HONGRIE (avril 2017 - reprise depuis septembre 2016)	1 459	31 469	n.s
SLOVAQUIE (avril 2017 - reprise depuis septembre 2016)	944	20 548	n.s
REPUBLIQUE TCHEQUE (juillet 2017 - reprise depuis janvier 2017)	1 362	48 824	n.s
TOTAL UE - pays partenaires	2 241 574	2 425 432	+ 8,2%
UE - pays non partenaires (15)			
ROYAUME-UNI	60 802	66 977	+ 10,2%
PORTUGAL (pas d'envoi d'ACO en pays de la plaque en décembre 2017)	13 508	18 666	+ 38,2%
SUEDE	5 717	5 643	-1,3%
DANEMARK	5 198	5 464	+ 5,1%
IRLANDE	5 178	4 127	-20,3%
BULGARIE	2 972	4 273	+ 43,8%
FINLANDE	2 057	2 053	-0,2%
LITUANIE	1 330	2 150	+ 61,7%
GRECE	1 487	1 797	+ 20,8%
LETTONIE	530	669	+ 26,2%
ESTONIE	400	493	+ 23,3%
MALTE	345	461	+ 33,6%
CROATIE	481	550	+ 14,3%
SLOVENIE	574	945	+ 64,6%
CHYPRE	177	239	+ 35,0%
TOTAL UE - pays non partenaires	100 756	114 507	+ 13,6%
PAYS HORS UE			
SUISSE - pays partenaire (accord du 9 octobre 2007)	252 350	249 236	-1,2%
MONACO	1 299	1 699	+ 30,8%
ANDORRE	552	797	+ 44,4%
AUTRES PAYS	194 503	227 949	+ 17,2%
TOTAL HORS UE	448 704	479 681	+ 6,9%
TOTAL PAYS PARTENAIRES	2 493 924	2 674 668	+ 7,2%
TOTAL PAYS NON PARTENAIRES	297 110	344 952	+ 16,1%
TOTAL PAYS ETRANGERS	2 791 034	3 019 620	+ 8,2%

www.antai.gouv.fr